

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MARS 1908.

Proposition de loi modifiant l'article 267 du Code pénal relatif à certaines infractions commises par les ministres du culte dans l'exercice de leurs fonctions.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

L'article 16 de la Constitution porte dans son paragraphe 2 :

« Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale, *sauf les exceptions à établir par la loi, s'il y a lieu.* »

De son côté, le Code pénal, dans son article 267, dispose : « Sera puni d'une amende de 50 à 500 francs tout ministre d'un culte qui, *hors les cas formellement exceptés par la loi*, procédera à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil. »

Ces deux dispositions prévoient donc des exceptions à la règle qu'elles édictent. Ces exceptions n'ont pas, jusqu'ici, fait l'objet d'une loi.

Cependant, des cas ont été signalés, depuis 1830, où le ministre du culte s'est trouvé dans l'obligation morale de ne pas refuser son ministère, bien que le mariage civil n'eût pas été célébré.

Un fait nouveau s'est produit récemment.

Vers la fin du mois de septembre, un homme tomba gravement malade, à Overbroulaere. Il manda un prêtre et lui manifesta le désir de légitimer par le mariage des relations qu'il avait nouées. L'autorité civile fut avertie ; elle mit quelque lenteur à donner suite à cette communication ; le 2 octobre, elle demanda au procureur du Roi d'Audenarde l'autorisation de procéder au mariage sans les publications requises. Mais l'état du malade s'aggrava dans la nuit du 3 au 4 octobre ; il était en sérieux danger de mort et il insista auprès du prêtre qu'il avait appelé pour recevoir la bénédiction nuptiale. Le prêtre n'hésita pas en présence du péril imminent où il se trouvait. Le mariage fut célébré ; le moribond mourut le lendemain matin, à 9 heures.

Une lettre anonyme dénonça le fait au parquet d'Audenarde et des poursuites furent instituées. Le ministère public exprima à l'audience sa répu-

gnance de devoir, dans les circonstances qui précèdent, requérir l'application de la loi. Le tribunal condamna le prêtre, le 22 février, à 5 francs d'amende conditionnellement.

On ne peut contester que, dans ce cas comme dans des cas analogues, la loi ne soit en désaccord avec le sentiment public. On ne peut contester davantage le devoir de conscience qui s'imposait au prêtre de donner satisfaction au moribond pour apaiser les souffrances morales que celui-ci éprouvait, pour calmer les anxiétés qui assiégeaient ses derniers moments.

Il semble donc nécessaire de donner suite aux intentions de la Constitution et du Code pénal, en indiquant les cas dans lesquels la bénédiction nuptiale pourra être donnée sans attendre la cérémonie civile.

Quelques explications préliminaires ne seront pas à ce point de vue inutiles.

Un arrêté du Gouvernement provisoire du 16 octobre 1830 portait dans son article 3 : « Les lois générales et particulières entravant le libre exercice d'un culte quelconque et assujettissant ceux qui l'exercent à des formalités qui froissent les consciences et gênent les manifestations de la foi professée, sont également abrogées. »

Cette disposition devait-elle avoir pour effet d'abroger les dispositions interdisant de procéder au mariage religieux avant le mariage civil ?

Telle n'a pas été la solution de la Cour de Cassation, le 27 novembre 1834. Mais beaucoup cependant avaient cru que l'arrêté du 16 octobre impliquait abrogation des dispositions antérieures relatives à la priorité du mariage civil et avaient agi en conséquence. Leur sentiment trouvait un certain appui dans une circulaire adressée aux évêques le 18 octobre 1830, par le secrétaire du Gouvernement provisoire, M. Vanderlinden, et qui portait : « Par arrêté du 16 courant, le Gouvernement provisoire a abrogé toutes les dispositions législatives qui gênaient la liberté absolue de conscience. En vertu de cet arrêté, tout prêtre catholique peut donner ou refuser la bénédiction nuptiale aux citoyens mariés ou non mariés devant la loi. » L'épiscopat avait néanmoins compris que cette pratique n'allait pas sans quelque inconvénient. Car, ainsi que l'a constaté M. Claus au Congrès, le 23 décembre 1830, il avait enjoint « à MM. les Curés et desservants de n'user de la faculté accordée par le Gouvernement provisoire que dans les cas d'urgence et après en avoir référé à leurs supérieurs ecclésiastiques. »

C'est dans ces circonstances que s'ouvrit, au Congrès, le 21 décembre 1830, la discussion des articles 10, 11 et 12, proposés par la section Centrale (aujourd'hui les articles 14, 15 et 16).

Ces articles étaient ainsi conçus :

« *Art. 10.* — La liberté des cultes et celle des opinions en toute matière est garantie.

« *Art. 11.* — L'exercice public d'aucun culte ne peut être empêché qu'en vertu d'une loi et seulement dans les cas où il trouble l'ordre et la tranquillité publique.

Art. 12. — Toute intervention de la loi ou du magistrat dans les affaires d'un culte quelconque, est interdite.

Les questions diverses que soulevaient ces articles, furent débattues pendant plusieurs séances. Des amendements multiples furent présentés. Parmi ceux-ci, il convient de mentionner ceux de MM. Legrelle et H. de Brouckere, déposés le 24 décembre. M. Legrelle proposait de dire : « Cependant, le mariage civil devra précéder la cérémonie religieuse du mariage, toutes les fois qu'il sera possible aux parties intéressées de se marier civilement. » M. de Brouckere : « Cependant, les ministres du culte ne peuvent procéder aux cérémonies religieuses d'un mariage, sans qu'il ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil ; ils sont tenus aussi de se soumettre aux lois sur les inhumations. »

Le 26 décembre, M. Legrelle proposa une rédaction nouvelle de son amendement : « Aucun ministre d'un culte quelconque, disait-elle, ne peut procéder aux cérémonies religieuses du mariage qu'autant que les parties lui auront fait constater que le mariage a été contracté devant l'officier de l'état civil, sauf les cas, constatés par l'autorité civile, où le mariage civil ne pourrait avoir lieu, où il y aurait urgence religieuse, reconnue par l'autorité religieuse. »

La discussion se poursuivait, lorsque M. Forgeur déposa, le 3 février, la disposition transactionnelle que voici : « Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale, sauf les exceptions à établir par la loi, s'il y a lieu ».

Cette disposition fut accueillie avec une faveur marquée : les catholiques n'y firent pas d'opposition ; ce qui motiva les observations suivantes de MM. de Robaulx et Rogier. M. de Robaulx : « Comme les membres de cette assemblée, les catholiques, qui ont le plus d'intérêt à conserver les principes de la liberté religieuse intacts, paraissent ne pas s'opposer à l'amendement qui, selon moi, y déroge, je ne serai pas plus exigeant qu'eux et je m'y rallierai. » M. Rogier, d'après le résumé du procès-verbal, « veut la liberté générale ; l'article en discussion blesse la liberté religieuse ; mais, par esprit de conciliation, il votera pour l'adoption. » C'est ainsi que fut adopté le deuxième paragraphe de l'article 16 de la Constitution.

Il résulte de là qu'il a été admis au Congrès, ce qui, du reste, est incontestable, que l'article 16, paragraphe 2, blesse la liberté religieuse, que c'est pour ce motif que la possibilité d'exceptions à y apporter a été reconnue, mais que ces exceptions ne doivent être introduites qu'en cas de nécessité.

Certes, il n'était pas aisé de déterminer ces exceptions et c'est probablement à raison de cette difficulté qu'une loi n'est pas intervenue jusqu'à présent. Cependant, quand des faits comme celui d'Overboulacre se produisent, l'intervention légale se trouve du coup justifiée.

Comment doit-elle se manifester ? Faut-il énumérer, dès à présent, tous les cas rentrant dans l'exception prévue en 1831 ? Il ne semble pas que la nécessité s'en fasse actuellement sentir. Convient-il de viser d'une manière générale les cas d'urgence ? Je ne le pense pas ; l'appréciation de l'urgence

est délicate et peut prêter à des abus. C'est pourquoi la proposition que j'ai formulée se rapporte à un cas nettement déterminé, où nul, semble-t-il, ne peut contester qu'il soit légitime de recourir à la cérémonie religieuse sans attendre le mariage civil.

C'est le cas prévu par M. A. Rodenbach au Congrès, quand il disait : « Un catholique vit en concubinage avec une femme. Cet homme est malade ; il envoie chercher un prêtre et lui dit : « Mariez-moi ! » Ce prêtre peut-il lui dire : « Vous êtes-vous fait afficher à la municipalité pendant quinze jours ? » Non, Messieurs, il le mariera, parce que s'il fallait attendre, le mariage ne serait plus possible. Eh bien, blâmera-t-on ce prêtre ? »

En vain, dirait-on qu'en vertu de l'article 7 de la loi du 26 décembre 1894, le procureur du Roi près le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel les impétrants se proposent de célébrer le mariage, peut dispenser pour des causes graves de la publication et de tout délai, Car, à bien prendre les choses, il y aura, par application de cet article, abréviation de délai, il n'y aura pas, dans beaucoup de cas, suppression de tout délai. Qu'on suppose, en effet, un homme en danger de mort habitant une commune rurale ; celle-ci peut être située à une assez grande distance du chef-lieu d'arrondissement judiciaire ; le procureur du Roi doit avoir le temps d'examiner les pièces et de répondre ; sa réponse arrivée, il faudra la transmettre ; en attendant, l'état du malade a pu s'aggraver au point que le décès est imminent ; dès lors, il est rationnel de permettre au prêtre qui était sur les lieux de passer outre à la bénédiction nuptiale. C'est ce qui est arrivé à Overboulaere ; c'est ce qui s'est produit plusieurs fois ailleurs.

Dans ces circonstances, je propose de maintenir comme règle générale l'article 267 du Code pénal qui, dans son paragraphe 1^{er}, serait ainsi conçu :

« Sera puni d'une amende de 30 à 500 francs, tout ministre d'un culte qui procédera à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil. »

Et d'y ajouter un paragraphe 2, ainsi rédigé :

« Cette disposition ne sera pas applicable, lorsque la personne requérant le mariage était en danger de mort et que tout retard apporté à la bénédiction nuptiale eût pu avoir pour effet de rendre le mariage religieux impossible. »

CH. WOESTE.

PROPOSITION DE LOI .

modifiant l'article 267 du Code pénal
relatif à certaines infractions com-
mises par les ministres du culte
dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 267 du Code pénal est modi-
fié comme il suit :

« Sera puni d'une amende de 50 à
500 francs, tout ministre d'un culte qui
procédera à la bénédiction nuptiale avant
la célébration du mariage civil.

» Cette disposition ne sera pas appli-
cable lorsque la personne requérant le
mariage était en danger de mort et que
tout retard apporté à la bénédiction nup-
tiale eût pu avoir pour effet de rendre le
mariage religieux impossible. »

WETSVOORSTEL

tot wijziging van artikel 267 van het
Strafwetboek betreffende sommige
misdrijven door de bedienaren van
den eeredienst begaan bij de uitoe-
fening van hun ambt.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 267 van het Strafwetboek
wordt gewijzigd als volgt :

« Elke bedienaar van den eeredienst,
die een huwelijk inzegt vóór de vol-
trekking van het burgerlijk huwelijk,
wordt gestraft met eene boete van 50 tot
500 frank.

» Deze bepaling is niet van toepassing
wanneer de persoon, die het huwelijk
aanvraag, in doodsgevaar verkeerde en
elk uitstel van inzegening des huwelijks
voor gevolg kon hebben het kerkelijk
huwelijk onmogelijk te maken. »

CH. WOESTE

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MAART 1908.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 267 van het Strafwetboek betreffende sommige misdrijven door de bedienaren van den eeredienst begaan bij de uitoefening van hun ambt.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

§ 2 van artikel 16 der Grondwet luidt aldus :

« Het burgerlijk huwelijk moet altijd aan de huwelijksinzegening voorafgaan, *behalve de uitzonderingen door de wet in te voeren, indien daartoe reden bestaat.* »

Anderzijds zegt het Strafwetboek in zijn artikel 267 : « Elke bedienaar van den eeredienst die, *behalve de door de wet uitdrukkelijk uitgezonderde gevallen*, overgaat tot de huwelijksinzegening voordat het burgerlijk huwelijk is voltrokken, wordt gestraft met eene boete van 30 tot 500 frank. »

Deze twee bepalingen voorzien dus uitzonderingen op den regel dien zij huldigen. Deze uitzonderingen hebben tot hertoe niet het voorwerp eener wet uitgemaakt.

Echter werd, sedert 1830, gewezen op gevallen waarin de bedienaar van den eeredienst zich zedelijk verplicht bevond zijn ministerie niet te weigeren, ofschoon het burgerlijk huwelijk niet was voltrokken.

Onlangs had een nieuw feit plaats.

Tegen het einde van September, werd een man ernstig ziek te Overboulare. Hij ontbood een priester en gaf hem zijn verlangen te kennen zekere gemeenschap die hij had aangeknoopt te wettigen. De burgerlijke overheid werd verwittigd, doch zij gaf niet dadelijk gevolg aan deze mededeeling; den 2ⁿ October, vroeg zij den Procureur des Konings van Oudenaarde de machtiging om het huwelijk te mogen voltrekken zonder de vereischte afkondigingen. Doch de toestand van den zieke verergerde in den nacht van den 3ⁿ tot den 4ⁿ October; hij verkeerde in ernstig doodsgevaar en drong aan bij den priester dien hij had ontboden om de huwelijksinzegening te bekomen. Gezien het nakende gevaar waarin de man zich bevond, aarzelde

de priester niet. Het huwelijk werd voltrokken; de kranke stierf des anderendaags 's morgens, te 9 uur.

Een naamlooze brief bracht het feit ter kennis van het Parket te Oudenaarde en eene rechtsvervolging werd ingesteld. Ter terechtzitting verklaarde het openbaar ministerie dat hij, onder de hierboven uiteengezette omstandigheden, slechts met tegenzin de toepassing van de wet eischte.

Op 22 Februari veroordeelde de rechtbank den priester tot eene voorwaardelijke boete van 5 frank.

Het kan niet worden betwist dat in bedoeld geval, evenals in andere soortgelijke gevallen, de wet tegen het openbaar gevoelen indruischt. En evenmin kan het worden betwist dat, toen de priester het verzoek van den stervende inwilligde, hij aan gewetensplicht gehoorzaamde, alleen het lijden van dien man willende verzachten, den angst willende stillen die hem in zijne laatste oogenblikken bekreep.

Het schijnt dus noodzakelijk, gevolg te geven aan de inzichten van de Grondwet en van het Strafwetboek en de gevallen aan te duiden waarin men de huwelijksinzegening zal kunnen geven zonder te wachten naar de voltrekking van het burgerlijk huwelijk.

In dit opzicht zullen eenige voorafgaande uitleggingen niet nutteloos zijn.

Een besluit van het voorloopig Bewind, in dato van den 16^{en} October 1830, zegde in zijn artikel 5 : « De algemeene en bijzondere wetten, die de vrije uitoefening van eenigen eeredienst belemmeren en degenen, die hem uitoefenen, onderwerpen aan voorschriften kwetsend voor het geweten en hinderend voor de uiting van het beleden geloof, worden insgelijks afgeschaft. »

Moest deze bepaling ten gevolge hebben de afschaffing van de bepalingen verbiedende tot het kerkelijk huwelijk over te gaan voordat het burgerlijk huwelijk is voltrokken ?

Dat was niet de oplossing door het Hof van Cassatie gegeven den 27 November 1834. Velen echter hadden gedacht dat het besluit van 16 October de afschaffing medebracht van de vroegere bepalingen betreffende den voorrang van het burgerlijk huwelijk en hadden in dien zin gehandeld. Hunne overtuiging vond eenigen steun in een omzendbrief, op 18 October 1830 door den secretaris van het Voorloopig Bewind, den heer Vanderlinden, tot de bisschoppen gericht en aldus luidende : « Bij besluit van 16^{en} dezer, heeft het Voorloopig Bewind al de wetgevende bepalingen, die volstrekte gewetensvrijheid hinderden, afgeschaft. Krachtens dat besluit mag elke katholieke priester de huwelijksinzegening weigeren aan de al of niet voor de wet getrouwde burgers. » De bisschoppen hadden niettemin begrepen dat zoo iets niet zonder bezwaren geschiedde. Want, zooals de heer Claus het den 23^{en} December 1830 op het Congres vaststelde, « hadden zij aan de heeren pastoors en desservitors bevolen slechts in spoedeisvende gevallen, en na te rade te zijn gegaan bij hunne geestelijke overheden, gebruik te maken van het door het Voorloopig Bewind verleend recht. »

't Is onder deze omstandigheden dat den 21^{en} December 1830 op het Congres werd geopend de beraadslaging over de artikelen 10, 11 en 12 (nu de artikelen 14, 15 en 16), door de Middenafdeeling voorgesteld.

Die artikelen waren van den volgende inhoud :

« *Art. 10.* — De vrijheid van eeredienst alsmede de vrijheid van denkwijze op elk gebied is gewaarborgd.

« *Art. 11.* — De openbare uitoefening van om 't even welken eeredienst mag enkel krachtens eene wet worden belet en slechts wanneer hij de openbare orde en rust stoort.

« *Art. 12.* — Elke tusschenkomst van de wet of van den magistraat in de zaken van eenigen eeredienst is verboden. »

Aan de bespreking van de verschillende, door deze artikelen opgeworpen vraagstukken werden verscheidene zittingen besteed. Menigvuldige amendementen werden aangeboden. Inzonderheid dienen wij te vermelden degene op 24 December neergelegd door de heeren Legrelle en H. De Brouckere. Door den heer Legrelle werd de volgende tekst voorgesteld ; « Het burgerlijk huwelijk moet echter aan de kerkelijke huwelijksplechtigheid voorafgaan, telkens als het aan de belanghebbende partijen mogelijk zal zijn een burgerlijk huwelijk aan te gaan ». En door den heer de Brouckere : « Echter mogen de bedienaren van den eeredienst niet overgaan tot de kerkelijke huwelijksplechtigheid, indien niet is overgelegd eene vroeger voor de ambtenaren van den burgerlijken stand verleden akte van huwelijk ; ze zijn insgelijks gehouden zich te gedragen aan de wetten op de begrafeniszen. »

Den 26ⁿ December werd door den heer Legrelle een nieuwe tekst voor zijn amendement aangeboden, luidende :

« Een minister van om 't even welken eeredienst mag dan alleen overgaan tot de kerkelijke huwelijksplechtigheid, wanneer partijen hem hebben doen zien dat het huwelijk werd gesloten voor den ambtenaar van den burgerlijken stand, behalve de gevallen, door de burgerlijke overheid vastgesteld, waarin het burgerlijk huwelijk niet zou kunnen geschieden, waarin het spoed vergt op kerkelijk gebied en dit door de kerkelijke overheid is erkend.

De beraadslaging ging voort, toen op 5 Februari de heer Forgeur de navolgende bepaling als minnelijke schikking voorstelde : « Het burgerlijk huwelijk moet altijd aan de huwelijksinzegening voorafgaan, behalve de uitzonderingen door de wet in te voeren, indien daartoe reden bestaat. »

Deze bepaling vond een bijzonder gunstig onthaal: de katholieken kwamen er niet tegen op, wat aanleiding gaf tot de volgende opmerkingen vanwege de heeren de Robaulx en Rogier. De heer de Robaulx : « Daar de leden van deze vergadering, de katholieken, die er het meest belang bij hebben om het beginsel der godsdienstvrijheid onverkort te handhaven, zich niet schijnen te verzetten tegen het amendement dat, volgens mij, daarvan afwijkt, zal ik niet meer eischend zijn dan zijzelven en er mij mede vereenigen. » — Volgens den korten inhoud van het proces-verbaal, « wil de heer Rogier algemeene vrijheid; het besproken artikel maakt inbreuk op de godsdienstvrijheid, doch, uit verzoeningsgeest, zal hij er voor stemmen. » Zoo werd het tweede lid van artikel 16 der Grondwet aangenomen.

Daaruit volgt, dat door het Congres werd aangenomen — wat overigens onbetwistbaar is — dat artikel 16, 2^{de} lid, de godsdienstvrijheid krenkt; dat het om deze reden is dat de mogelijkheid werd erkend daarin uitzonderingen te brengen, doch dat deze uitzonderingen slechts in geval van noodzakelijkheid behooren te worden ingevoerd.

't Was voorwaar niet gemakkelijk deze uitzonderingen te bepalen en 't is waarschijnlijk uit hoofde van deze moeielijkheid dat tot hiertoe geene wet werd gestemd. Wanneer zich echter feiten als dat van Overboulare voordoen, is de tusschenkomst van den wetgever volop gerechtvaardigd.

Hoe moet deze tusschenkomst zich uiten? Is het noodig reeds nu al de gevallen op te sommen die onder de in 1831 voorzien uitzondering vallen? Deze noodzakelijkheid schijnt zich thans niet op te dringen. Behoort men de spoedeischende gevallen op algemeene wijze te bepalen? Dat denk ik niet; 't is eene kiesche zaak te bepalen wanneer er spoed bij is en dat kan aanleiding geven tot misbruiken. Daarom bedoelt het door mij ingediende wetsvoorstel een duidelijk bepaald geval, waarin, schijnt het, niemand kan betwisten dat het billijk is tot de kerkelijke plechtigheid over te gaan zonder naar het burgerlijk huwelijk te wachten.

't Is het geval door den heer A. Rodenbach op het Congres voorzien, toen hij zegde: « Een katholiek heeft onwettige gemeenschap met eene vrouw. Deze man is ziek; hij zendt eenen priester halen en spreekt aldus tot hem: « Gelief mij te trouwen! » Mag die priester vragen: » Hebt gij u gedurende viertien dagen ten gemeentenhuize doen aanplakken? « Neen, Mijne Heeren, hij zal hem trouwen, want, moest er gewacht worden, dan zou het huwelijk niet meer mogelijk zijn. Welnu, zal men dien priester laken? »

Vruchteloos zou men zeggen dat, uit kracht van artikel 7 der wet van 26 December 1891, de Procureur des Konings bij de rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement binnen hetwelk de aanvragers voornemens zijn het huwelijk te doen voltrekken, om zwaarwichtige redenen kan vrijstellen van de afkondiging en van elken termijn. Want, alles goed ingezien, zal er, bij toepassing van dat artikel, verkorting van termijn zijn en, in menig geval, niet afschaffing van elken termijn. Veronderstel inderdaad, dat een man, wonende op den buiten, in doodsgevaar verkeert; zijn dorp is misschien tamelijk verre van de rechterlijke arrondissementshoofdplaats gelegen; de Procureur des Konings moet den tijd hebben om de stukken te onderzoeken en te antwoorden; en wanneer zijn antwoord toekomt, moet men het overmaken; inmiddels kan de toestand van den zieke zoodanig verslecht zijn dat zijn overlijden nabij is; derhalve is het redematig den priester, die ter plaatse was, te veroorloven over te gaan tot de huwelijksinzegening. Dat gebeurde te Overboulare; dat is dikwijls elders gebeurd.

Onder deze omstandigheden stel ik voor, als algemeenen regel te behouden artikel 267 van het Strafwetboek, waarvan het 1^{ste} lid zou luiden:

« Elke bedienaar van den eeredienst, die een huwelijk inzegt vóór de voltrekking van het burgerlijk huwelijk, wordt gestraft met eene boete van 50 tot 500 frank.

En daaraan het volgende 2^{de} lid toe te voegen :

« Deze bepaling is niet van toepassing wanneer de persoon, die het huwelijk aanvroeg, in doodsgevaar verkeerde en elk uitstel van inzegening des huwelijks voor gevolg kon hebben het kerkelijk huwelijk onmogelijk te maken. »

CH. WOESTE.



PROPOSITION DE LOI

modifiant l'article 267 du Code pénal relatif à certaines infractions commises par les ministres du culte dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 267 du Code pénal est modifié comme il suit :

« Sera puni d'une amende de 50 à 500 francs, tout ministre d'un culte qui procédera à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil.

» Cette disposition ne sera pas applicable lorsque la personne requérant le mariage était en danger de mort et que tout retard apporté à la bénédiction nuptiale eût pu avoir pour effet de rendre le mariage religieux impossible. »

WETSVOORSTEL

tot wijziging van artikel 267 van het Strafwetboek betreffende sommige misdrijven door de bedienaren van den eeredienst begaan bij de uitoefening van hun ambt.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 267 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Elke bedienaar van den eeredienst, die een huwelijk inzegt vóór de voltrekking van het burgerlijk huwelijk, wordt gestraft met eene boete van 50 tot 500 frank.

» Deze bepaling is niet van toepassing wanneer de persoon, die het huwelijk aanvraag, in doodsgevaar verkeerde en elk uitstel van inzegening des huwelijks voor gevolg kon hebben het kerkelijk huwelijk onmogelijk te maken. »

CH. WOESTE.

